

Sigle/désignation	signification	domaine	Utilisation/ but
ACS	Aide à la Complémentaire Santé (n'existe plus, voir CSS)	Santé	
ADA	Allocation pour demandeur d'asile.	Migrant	Allocation pour demandeur d'asile prévue à l'article L744-9 du Ceseda. Elle est versée à tous les demandeurs d'asile, quelle que soit la procédure appliquée s'ils ont accepté l'offre de prise en charge (OPC) et qu'ils ne sont pas vus refuser les conditions d'accueil (RCA).
ADDA (ou A3DA)	Attestation de demande d'asile	Migrant	Il s'agit du document montrant que le demandeur d'asile a le droit de se maintenir sur le territoire pendant l'examen de sa demande d'asile
ADDE	Association pour le droit des étrangers	Association Belgique	
ADDE	Avocats pour la Défense des Droits des Etrangers	Droit	« regrouper les Avocats pour la défense et le respect des droits des étrangers, consacrés, notamment, par les déclarations des droits de l'homme de 1789 et 1793 et la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'Homme. Elle informe les avocats, les étrangers, notamment par l'organisation de réunions, séminaires, colloques, échanges d'informations. Elle soutient l'action des étrangers en vue de la reconnaissance et du respect de leurs droits. Elle combat toutes les formes de racisme et de discrimination, et assiste ceux qui en sont victimes. Elle entretient des relations avec les administrations et les organismes en relation avec les étrangers. »
AE	Arrêté d'expulsion	Justice Police	
AEMM	Agenda européen en matière de migration	Droit européen	réduire les incitations à la migration « irrégulière », renforcer les frontières extérieures, réformer la politique d'asile commune, penser une nouvelle politique pour la migration légale
AGDREF	Application de gestion des dossiers des ressortissants étrangers en France	Administration	traitement automatisé prévu à l'article R611-1 du Ceseda qui vise à gérer la situation des étrangers en France (délivrance ou refus de carte de séjour, éloignement, rétention).
AIDA	Association accueil et informations pour demandeurs	Association Migrant	
AIPC	attestation d'inscription au permis de conduire		
AJ	Aide juridictionnelle	Justice Police	Aide juridictionnelle qui permet aux personnes migrantes, dont les demandeurs d'asile, d'être assistés par un avocat qui sera rémunéré par l'État : elle est obtenue, de plein droit, pour les personnes formant un recours contre une décision de l'Ofpra à la CNDA
AME	aide médicale d'Etat	Santé	Elle concerne les personnes étrangères qui se trouvent en situation irrégulière en France et perçoivent de faibles ressources.
ANAFÉ	Association nationale d'assistance aux frontières pour les étrangers	Association Migrant	Défense des droits des personnes étrangères aux frontières
ANEF	administration numérique pour les étrangers en France	Administration	a pour objectif de dématérialiser les démarches concernant le séjour des étrangers en France. Cette dématérialisation s'accompagne d'une modernisation et d'une simplification des procédures.
APRF	Arrêté préfectoral de reconduite à la frontière	Justice Police	
APS	Autorisation provisoire de séjour		
APT	Autorisation provisoire de travail		un demandeur d'asile peut la demander si sa demande est encore instruite par l'Ofpra, neuf mois après son introduction et elle ne peut être retirée en cas de recours

Sites

[ANAFE](#)[ANEF](#)

AMI (Nantes)	Accompagnement Migrants Intégration	Association Migrant	
ANTS	Agence Nationale des Titres Sécurisés	Démarches en Ligne	réalisation de vos démarches en ligne concernant l'immatriculation, le permis de conduire et vos titres d'identité.
APMR	Arrêté préfectoral de maintien en rétention	Justice Police	décision prise par un préfet lorsqu'une personne placée en rétention demande l'asile et qu'il considère que cette demande n'est formulée que pour faire obstacle à la mesure d'éloignement.
APS	Autorisation provisoire de séjour	Réfugiés Migrants	Les APS sont délivrées dans des situations diverses : aux personnes malades arrivées récemment en France ; aux parents d'un enfant mineur malade ; aux étudiants en recherche d'emploi ; etc. Elles n'autorisent souvent pas à travailler et sont généralement synonymes de précarité pour leur titulaire.
AR	Assignation à résidence	Justice Police	mesure administrative, de contrôle, restrictive à la liberté d'aller et venir
AS ou ASS	Assistant.e social.e ou Assitant.e de Service Social	Social	
ASAMLA	Association Santé Migrants Loire-Atlantique	Association Migrant	
ASBL	Association Sans But Lucratif (en usage en Belgique et au Luxembourg)	Association Migrant	
ASBL	Association Saint-Benoît-Labre (notamment chargée depuis 2014 de l'accueil des mineurs non accompagnés en Loire-Atlantique)	Association Migrant	
ASE	Aide sociale à l'enfance	Social	
ASIP	Association de solidarité aux immigrés de Paris	Association Migrant	
ASTI	Associations de solidarité avec tous-te-s les immigré-e-s	Association Migrant	
ATD (Quart Monde)	Aide à Toute Détresse	ONG	
ATD	Agir Tous pour la Dignité.	ONG	
AT-SA	Accueil temporaire service de l'asile	Réfugiés Migrants	Ce sigle désigne une forme d'hébergement des demandeurs d'asile
AUDA	Accueil d'urgence de demandeurs d'asile	Réfugiés Migrants	sigle désignant dans certaines régions les Huda
BAAM	Bureau d'accueil et d'accompagnement des Migrants	Réfugiés Migrants	
BPI	Bénéficiaire de la protection internationale	Réfugiés Migrants	Terme désignant les personnes reconnues réfugiées, les bénéficiaires de la protection subsidiaire et les apatrides. Ils bénéficient d'un titre de séjour (carte de résident pour les réfugiés, carte d'un an puis carte pluri-annuelle de deux ans pour les bénéficiaires de la protection subsidiaire, carte d'un an puis carte de résident au bout de deux renouvellements pour les apatrides), d'un titre de voyage (d'une validité de deux ans). Leur état-civil est géré par l'Ofpra et ils peuvent bénéficier des droits sociaux (droit au travail, droit au logement, prestations familiales, RSA, Garantie jeunes, etc.)

[ANTS](#)

CADA	Centre d'accueil pour demandeurs d'asile	Réfugiés Migrants	Peuvent y entrer les demandeurs d'asile qui ont introduit une demande d'asile à l'Ofpra (les Dublinés en sont donc exclus) sur décision de l'Ofii et ils peuvent y rester pendant l'examen de leur demande d'asile. Une période de séjour supplémentaire de trois mois renouvelable est prévue si le demandeur est un BPI, d'un mois pour un débouté.
CAES	Centre d'Accueil et d'Examen des Situations	Réfugiés Migrants	Les missions prévues sont l'hébergement, l'accompagnement social et administratif.
CAF	Caisse d'allocations familiales	Social	
CALM	Comme à la maison (accueil avec l'association Singa)	Association Migrant	
CAO	Centre d'accueil et d'orientation	Réfugiés Migrants	structure d'hébergement mis en place en octobre 2015 pour héberger les personnes souhaitant quitter le camp de la Lande à Calais dans l'ensemble des régions à l'exception de l'Île-de-France, de la Corse et des Alpes-maritimes.
CAP	Centre d'accueil Provisoire	Réfugiés Migrants	
CARLAM (La Montagne 44620)	Collectif d'accueil des réfugiés à la Montagne	Association Migrant	
Carte de résident	Titre de séjour valable dix ans et renouvelable de plein droit	Réfugiés Migrants	L'obtention d'une carte de résident nécessite de justifier d'au moins trois ou cinq ans d'ancienneté de séjour régulier en France, ainsi que d'une bonne insertion dans la société française et, souvent, de ressources équivalentes au moins au SMIC
Carte de séjour temp	Titre de séjour d'une durée de un an	Réfugiés Migrants	Il existe différentes mentions de carte de séjour temporaire, dont certaines autorisent à travailler quasiment sans restriction (« vie privée et familiale »), d'autres seulement dans certains métiers (« salarié », « travailleur temporaire », etc.) et d'autres pas du tout (« visiteur »).
Carte pluriannuelle	Titre de séjour valable au plus quatre ans	Justice Police	Les cartes pluriannuelles mention « Passeport talent » sont destinées dès leur arrivée en France aux personnes particulièrement qualifiées ou bénéficiant d'une bonne situation financière. Les cartes pluriannuelles dites générales s'adressent aux autres personnes (vie privée et familiale notamment) après au moins un an de séjour régulier en France et à condition d'avoir suivi les formations prescrites dans le cadre du contrat d'intégration républicaine.
Carte Solidario	carte pastel solidario	Transport	La carte Pastel est une carte personnelle, nominative et incessible qui vous permet d'héberger les aides de l'offre SolidariO', à savoir : Les 20 trajets gratuits valables 6 mois sur toute la région Occitanie -75% de réduction sur les trajets en liO Train SNCF Occitanie
CASF	Code de l'action sociale et des familles	Social	
CCAS	Centre communal d'action sociale	Social	
CCFD	Comité catholique contre la faim et pour le développement	ONG	
CDAG	Consultation de dépistage anonyme et gratuit	Santé	
CE	Commission européenne	Droit européen	

CERCL	cadre européen commun de référence		le CERCL encadre les niveaux de langue (Voir DELF) A1– Correspond à un niveau d'utilisateur élémentaire (introductif ou de découverte). A2 – Correspond à un niveau de 1ère année de collège (niveau intermédiaire ou usuel). B1 – Correspond à un niveau de fin de collège (niveau seuil). Compréhension orale. Problématiques de grammaire et de culture générale. B2 – Correspond au niveau baccalauréat de lycée (niveau avancé ou indépendant). Préparation au Delf en cours collectifs ou particuliers.
CEDH	Convention européenne des droits de l'homme	Droit européen	
CEDH (2)	Cour européenne des droits de l'Homme	Droit européen	
CESA	Centre d'examen de situation administrative	Justice Police	pour les personnes hébergées dans le CPA de la porte de la Chapelle.
CESEDA	Code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile	Justice Police	
CFDA 44	Coordination Française pour le Droit d'Asile	Association Migrant	
CGLPL	Contrôleur général des lieux de privation de liberté	Justice Police	Suite à la ratification du protocole se rapportant à la Convention contre la torture et autres peines et traitement cruels, inhumains et dégradants adopté par l'assemblée générale des Nations-Unies . Le CGLPL peut être saisi par une personne étrangère ou une association qui l'accompagne de toutes situations attentatoires aux droits fondamentaux d'une personne privée de libertés, ou de toutes situations relatives aux conditions d'enfermement. Sa compétence sur les lieux d'enfermement est générale : locaux de garde à vue, établissements pénitentiaires, locaux et centre de rétention administrative, véhicules permettant les transfèments ou les éloignements forcés, etc.
CHUM	Centre d'hébergement d'urgence Migrants		structure d'hébergement mise en place en Île-de France pour mettre à l'abri des personnes migrantes vivant dans des campements à Paris. J
CICR	Comité international de la Croix-Rouge	ONG	
CICME	Commission internationale catholique pour les migrations	Association Migrant	
CIDFF	Centres d'Information sur les Droits des Femmes et des Familles		
CIMADE	Comité inter-mouvements auprès des évacués	Association Migrant	
CMA	Conditions matérielles d'accueil		
CMU	Couverture maladie universelle	Santé	(n'existe plus : voir PUMA et CSS ou C2S)
CNDA	Cour nationale du droit d'asile.	Justice Police	juridiction administrative nationale qui examine les recours déposés contre les décisions de l'Ofpra (à l'exception des clôtures).
COMEDE	Comité pour la santé des exilé-e-s		
COMEX	Commission d'expulsion	Justice Police	Elle se réunit à la demande de l'administration et est composée de magistrats judiciaires et administratifs. Son avis n'est que consultatif. En cas d'urgence absolue, la Comex ne se réunit pas.
CIR	Contrat d'intégration républicaine		Il comprend un module de formation civique (sur la vie dans la société française) et un module de formation linguistique, selon les besoins évalués au préalable par l'Ofii. Le suivi des formations prescrites est pris en compte notamment pour la délivrance d'une carte pluriannuelle.
CPA (Paris)	Centre de premier Accueil		
CPAM	Caisse primaire d'assurance maladie	Santé	

[La Cimade](#)

[COMEDE](#)

[CIR](#)

CPH	Centre Provisoire d'hébergement		structure d'accueil spécialisée dans l'hébergement et l'accompagnement des BPI
CRA	Centre de rétention administrative	Justice Police	Lieu de privation de liberté où sont enfermées les personnes étrangères interpellées, qui font l'objet d'une mesure d'éloignement du territoire, le temps nécessaire à l'organisation de leur expulsion par la préfecture. Le délai maximal de rétention administrative est de 90 jours
CSS ou C2S	Couverture Santé Solidaire	Santé	
CV	Curriculum vitæ		
DA	demandeur d'asile	Réfugiés Migrants	Personne qui a fui son pays parce qu'elle y a subi des persécutions ou craint d'en subir et qui sollicite la protection des autorités françaises. Sa demande est en cours d'examen par l'Ofpra ou la CNDA.
DAAEN	Direction de l'accueil, de l'accompagnement et de la nationalité (de la DGEF)	Justice Police	
DAS	Direction de l'asile (de la DGEF)	Justice Police	
Débouté	Demandeur d'asile dont la demande a été rejetée définitivement par la Cour nationale du droit d'asile	Justice Police	Il devient un sans-papier.
Délai de départ volontaire		Justice Police	Délai dont peut être assortie une obligation de quitter le territoire français, qui permet à une personne étrangère de quitter la France de son plein gré.
Délit de solidarité		Justice Police	est utilisée à l'encontre des citoyens qui font preuve de solidarité à l'égard de personnes migrantes.
DELFF	diplôme d'études en langue française	Education	diplôme officiel délivré par le ministère de l'éducation nationale. Il y a 4 diplômes correspondant aux 4 premiers niveaux du Cadre européen commun de références pour les langues : DELF A1, DELF A2, DELF B1 et DELF B2.
DDD	Défenseur des droits	Justice Police	autorité administrative indépendante. Il défend les droits des personnes de manière confidentielle et gratuite et mène des actions pour permettre l'égalité dans l'accès aux droits. Il défend plus particulièrement les personnes discriminées,
DDV ou EDV	Détection (ou Evaluation) de vulnérabilité		pratiquée par l'Ofii pour assurer des conditions d'accueil adaptées aux personnes vulnérables. Elle se fait selon un questionnaire et les résultats sont transmis à l'Ofpra via le DNA
DGEF	Direction générale des étrangers en France	Administration	chargée des questions d'immigration et d'asile.
DIM	direction de l'immigration (de la DGEF)	Administration	
DIRECCTE	Direction régionale des entreprises, de la concurrence, du travail et de l'emploi	Travail	
DNA	Dispositif national d'accueil	Réfugiés Migrants	ensemble des structures d'accueil dédié à l'accueil des demandeurs d'asile géré par l'Ofii.
Double peine	une mesure d'éloignement (judiciaire ou non) qui vient s'ajouter à une condamnation pénale.	Justice Police	
DPAR	Dispositif de préparation au retour		dispositif d'hébergement mis en place pour assurer l'hébergement des personnes assignées à résidence, soit parce qu'elles sont Dublinées, soit parce qu'elles sont déboutées
DPARSA	Direction des personnes Sans abri	Administration	
DSR	Détermination du statut de réfugié		la procédure légale ou administrative par laquelle les gouvernements ou le HCR déterminent si une personne sollicitant une protection internationale est réfugiée au regard du droit international, régional ou national.
DT	Direction territoriale (de l'OFII)	Administration	directions chargées de mettre en œuvre localement les missions de l'administration

[DELFF](#)

[DGEF](#)

Dublin	Règlement européen et procédure Dublin	Droit européen	règlement qui régit les règles de compétences pour l'examen des demandes d'asile dans l'Union européenne. Une personne qui fait l'objet d'une procédure selon ce règlement est une « Dublinée ».
ECRE	european council on refugees and exiles		
EP	Entretien personnel	Réfugiés Migrants	L'Ofpra ne peut s'en dispenser que si la demande est manifestement fondée ou pour des raisons médicales.
ESPACE	Espace de Soutien aux Professionnel·les de l'Accueil et du Conseil aux Étranger·ères		Depuis plus de vingt ans l'association ESPACE, centre de ressources pour les acteur·rices de l'intégration, met en œuvre un ensemble d'outils et de services à la disposition des professionnel·les de l'accès aux droits des étranger·ères en région Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur.
EUNAVFOR Med	Opération militaire européenne mise en place depuis juin 2015 en mer Méditerranée	Droit européen	dans le cadre de la politique européenne de sécurité et de défense afin de « démanteler le modèle économique des réseaux de trafic de clandestins et de traites des êtres humains » commune.
Eurodac	relevé des empreintes digitales des personnes de plus de quatorze ans demandant l'asile	Droit européen	Cette base de données a pour objectif de faciliter l'application du règlement Dublin.
Europol	Agence des polices européennes	Droit européen	en charge de faciliter les opérations de lutte contre la criminalité au sein de l'Union européenne.
FLE	Français Langue étrangère	Education	
FNE	Fichier national des étrangers	Justice Police	autre nom donné à AGDREF
FPU	forfait patient urgences	Santé	
bénéficiaires de l'aide	Agence européenne	Droit européen	outient les États membres afin de renforcer les contrôles aux frontières extérieures de l'UE
GAS	Groupe accueil et solidarité	association	Ses actions de soutien s'adressent aux demandeurs d'asile pour le soutien au récit et l'accompagnement devant l'OFPPRA, mais surtout aux personnes réfugiées ou leur famille qui ne peuvent plus bénéficier d'aucun soutien spécifique.
GISTI	Groupe d'Information et de Soutien des immigré·e·s		Groupe d'Information et de Soutien des immigré·e·s
GUDA	Guichet unique des demandeurs d'asile	Réfugiés Migrants	structure regroupant les services des préfectures et de l'Ofii qui permet l'enregistrement de la demande,
HCR	Agence des Nations unies pour les réfugiés		
Hotspots	Dispositifs d'accueil et de premier accueil dans les États membres situés en première ligne	Réfugiés Migrants	approche dont l'objectif est de trier aux frontières extérieures de l'Union européenne (Grèce et Italie) les personnes en besoin en quête de protection.
HUDA	Hébergement d'urgence des demandeurs d'asile	Réfugiés Migrants	Les hébergements, mis en place pour pallier le manque de places Cada
ILE	infraction à la législation sur les étrangers.	Justice Police	
INEREC		Administration	Traitement automatisé de l'Ofpra sert à gérer l'instruction des demandes d'asile et est interconnecté partiellement avec les logiciels AGDREF et DNA.
INFOMIE	Informations sur les Mineurs Isolés Etrangers	association	
IRTF	interdiction de retour sur le territoire Français	Justice Police	
ITF	Interdiction du territoire français	Justice Police	mesure judiciaire d'éloignement, c'est une décision de justice rendue en matière délictuelle ou criminelle.
JLD	juge des libertés et de la détention	Justice Police	magistrat du siège compétent en matière de restriction des libertés individuelles
JST	Jamais sans toit	Association Migrant	

[Conseil européen sur les réfugiés et les exilés \(ECRE\) |](#)

[ESPACE](#)

[GAS](#)

<https://www.gisti.org/>

Jungle	Nom donné aux campements informels sur le littoral français	Réfugiés Migrants	
LPC	Laissez-passer consulaire	Justice Police	document de voyage sollicité par l'administration auprès du pays d'origine présumé de la personne étrangère pour l'expulser du territoire . Il prend la forme d'une attestation écrite qui reconnaît l'identité de la personne et autorise son entrée dans le pays de renvoi.
LPE	Laissez-passer européen	Droit européen	document de voyage délivré par les autorités d'un pays membre de l'Union européenne afin d'expulser une personne lorsqu'elles ne parviennent pas à obtenir les documents nécessaires de la part des autorités consulaires
LRA	Lieu de rétention administrative		lieu de privation de liberté dont la création est laissée à l'appréciation des préfets, ne sert que de transit.
Migrant	Personne qui quitte son pays d'origine pour s'installer durablement dans un autre pays.		
NA	Non admis		Lorsqu'une personne ne dispose pas des documents, visas ou viatique nécessaires pour entrer sur le territoire, elle fait l'objet d'un refus d'entrée et est considérée comme tel. Un demandeur d'asile à la frontière à qui est opposé un Ratata devient un NA.
NEPH	Numéro d'Enregistrement Préfectoral Harmonisé		
OFII	Office français d'immigration et d'intégration	Réfugiés Migrants	établissement public chargé de mettre en œuvre diverses politiques d'immigration. En matière d'asile, il est responsable de l'accueil par le versement de l'ADA et l'orientation dans le DNA. En matière de séjour, il met en œuvre le contrat d'intégration républicaine, ainsi que les visites médicales de contrôle opérées lors de l'admission au séjour.
OFPRA	Office français de protection des réfugiés et apatrides	Réfugiés Migrants	établissement public chargé d'instruire les demandes d'asile et d'assurer la protection administrative des BPI
OP	Officier de protection	Réfugiés Migrants	Personnel de l'Ofpra de catégorie A chargé de l'instruction de la demande d'asile et de la protection.
OPC	offre de prise en charge	Réfugiés Migrants	Elle consiste en une orientation vers un Cada ou autre lieu d'hébergement et le versement de l'ADA, conditionnée à l'acceptation de l'offre par le demandeur. Elle n'est pas faite aux personnes en réexamen ou dont la demande est tardive voir RCA.
OQTF	Obligation de quitter le territoire français	Justice Police	mesure administrative d'éloignement du territoire prononcée par le préfet. Elle accorde ou non un délai de départ volontaire à la personne étrangère pour quitter le territoire français. Dans certains cas, elle est assortie obligatoirement d'une interdiction de retour sur le territoire (IRTF)
RAPO	Recours administratif préalable obligatoire		
RATATA	Refus d'admission sur le territoire au titre de l'asile		décision de refus d'entrée prononcée principalement en zone d'attente (ZA) à l'encontre d'une personne qui demande l'asile à la frontière parce que sa demande est irrecevable ou manifestement infondée

[OFFI](#)

[OFPRA](#)

[OFII](#)

RCA ou SCA	Refus (ou suspension) des conditions d'accueil		décision prise par l'OFII sur le fondement de l'article L 744-8 du Ceseda si le demandeur d'asile a abandonné son lieu d'hébergement, n'a pas été aux convocations de la préfecture ou de l'Ofpra, a menti sur ses ressources, a présenté une demande de réexamen ou une demande d'asile plus de cent vingt jours après son entrée en France
Recours suspensif	Recours contentieux qui empêche l'exécution d'une décision administrative tant que le juge n'a pas statué.	Justice Police	
Récépissé	Document provisoire	Justice Police	remis pendant l'instruction d'une demande de délivrance ou de renouvellement d'un titre de séjour.
Référé liberté	Procédure d'urgence		Permet de mettre fin, devant le juge administratif, à une mesure administrative de nature à porter une atteinte grave à l'exercice d'une liberté fondamentale dans un délai de 48 heures.
Réfugié	Personne	Justice Police	à qui est accordée une protection, en raison des risques de persécution qu'elle encourt dans son pays d'origine à cause de son appartenance à un groupe ethnique ou social, de sa religion, de sa nationalité ou de ses opinions politiques.
Regroupement familial	Procédure	Justice Police	par laquelle le conjoint et les enfants mineurs d'une personne étrangère titulaire d'une carte de séjour sont autorisés à la rejoindre en France. Les trois conditions principales concernent les ressources du demandeur, son logement, et la résidence hors de France des membres de famille qui sollicitent le regroupement familial.
Réinstallation	Procédure	Justice Police	qui concerne des personnes qui ne sont pas arrivées sur le territoire de l'Union européenne, mais qui sont identifiées par le HCR comme réfugiés et comme personnes vulnérables. Elles peuvent prétendre au statut de réfugié selon la Convention de Genève et être réinstallées dans un État membre de l'Union européenne.
Relocalisation	Procédure	Justice Police	qui concerne des personnes ayant un « besoin manifeste de protection internationale » qui arrivent dans les pays situés en « première ligne » aux frontières de l'Union européenne, comme la Grèce et l'Italie. Selon différents critères, elles pourront être envoyées dans d'autres États membres pour y demander l'asile.
SNADA	Schéma national d'accueil des demandeurs d'asile	Réfugiés Migrants	répartition des places d'hébergement pour les demandeurs d'asile entre les différents dispositifs (CADA, HUDA, AT-SA) sur le territoire national.
SPADA	Structure de premier accueil des demandeurs d'asile	Réfugiés Migrants	financée par l'Ofii à travers un marché public, elle est chargée de la présentation de la demande (c'est à dire remplir un formulaire et donner une convocation au Guda) puis pour les personnes non hébergées, de prestations de domiciliation, d'aide au complément de la demande d'asile, d'ouverture des droits sociaux, d'orientation vers un hébergement, de prise en compte de vulnérabilité
SRADA	Schéma régional d'accueil des demandeurs d'asile		Déclinaison régionale du Snada, ces documents recensent les procédures mises en place pour l'enregistrement (Spada, Guda), les capacités d'hébergement dédié et leur pilotage
TA	Tribunal administratif	Justice Police	juridiction administrative de premier ressort qui statue sur les recours contre les OQTF, les IRTF, les Ratata les décisions de transfert Dublin, les refus des conditions d'accueil de l'Ofii
TEH	Traite des êtres humains		action de recruter, transporter ou héberger une ou plusieurs personnes, avec pour objectif de les exploiter ; par le biais de diverses manœuvres (enlèvement, tromperie, recours à la force ou menaces).

Visabio	Base de données pour le traitement automatisé des empreintes digitales des demandeurs de visa.		Le traitement prévoit de recenser les demandes et les délivrances de visa pour la France. Y sont conservées les empreintes digitales des demandeurs. Il est le pendant français du système européen VIS.
Visa de régularisation	Taxe de 340 euros		Payée par toute personne étrangère qui fait une demande de titre de séjour alors qu'elle se trouve en situation irrégulière au moment de la demande. 50 euros sont acquittés lors du dépôt de la demande et non remboursés en cas de refus.
Visa Schengen	Visa de court séjour	Droit européen	délivré par un État membre de l'espace Schengen et valable sur l'ensemble du territoire de cet espace.
WATIZAT			
ZA	Zone d'attente :		lieu de privation de liberté où sont enfermées les personnes étrangères, qui se présentent aux frontières et ne sont pas autorisées à entrer sur le territoire français, pendant une durée maximum de vingt-six jours.

<https://watizat.org/>